

Charles Michel «Le Premier ministre a décidé de brûler le navire»

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Le président du MR, Charles Michel, ne décolère pas après le choix d'alliance posé par le PS, le cdH et le FDF. La constitution «précipitée» d'une coalition de gauche du côté francophone présente, dit-il, «un terrible risque de déstabilisation du pays». Il n'exclut pas «des rebondissements» dans les prochains jours.

Êtes-vous remis du coup de bambou de jeudi après-midi, quand le PS et le cdH ont annoncé qu'ils négocieraient sans vous en Wallonie et à Bruxelles?

Il n'y a pas eu de coup de bambou, je connais parfaitement le système électoral belge et je sais qu'il permet à des perdants de se coaliser, de donner une gifle à l'électeur. Ce qui m'inquiète ici, c'est que cette décision précipitée risque de mettre le feu à l'État fédéral. Et cela vient du parti qui a fourni le Premier ministre et qui a fait sa propagande personnelle sur le thème de la stabilité du pays. Nous atteignons vraiment des sommets de cynisme politique.

Une gifle à l'électeur, dites-vous : 43 sièges sur 75 au Parlement wallon, n'est-ce pas une majorité démocratique confortable ? Je vous l'ai dit, notre système électoral permet de telles gifles. Le PS et le cdH ne sont pas majoritaires en voix en Wallonie (46%); ils ne sont pas majoritaires au Parlement bruxellois, même avec le FDF; ils ont perdu ensemble près de 50.000 voix sur le pays, quand nous en gagnions 100.000. Un député wallon sur trois est libéral, ce n'était jamais arrivé depuis que la Wallonie existe. Je constate que cela n'a pas suffi pour empêcher deux partis, attirés par le pouvoir pour le pouvoir, de décider de poursuivre, cinq ans de plus, ce qui ne marche pas depuis dix ans en Wallonie et à Bruxelles.

Dans ces conditions, le MR est-il toujours

prêt à participer à un gouvernement fédéral ou dit-il «partout ou nulle part» comme l'Open VLD ?

Je réserve mes appréciations à ceux qui sont ou seront chargés d'une mission par le Palais. Un acte grave a été posé, je ne ferai pas semblant, en baissant les yeux, que rien ne s'est passé. Le PS et le cdH portent une immense responsabilité. Pour des raisons de pouvoir, de maintien du clientélisme, et avec la complicité du FDF, ils ont pris un terrible risque de déstabilisation de l'État fédéral. Cela veut dire déstabiliser la sécurité sociale, les soins de santé, les pensions... Non, nous ne pouvons pas faire semblant que rien ne s'est passé.

En campagne, vous plaidez pour des majorités symétriques. Et aujourd'hui ?

Nous devons faire fonctionner une importante réforme de l'État et je pense toujours qu'une cohérence dans les programmes faciliterait ce travail. Il faut que les politiques menées se renforcent mutuellement, que nous n'ayons plus le Fédéral qui réduit la TVA sur l'électricité et la Wallonie qui laisse déraiser la facture photovoltaïque.

Trois partis francophones ont décidé de former une majorité de gauche à Bruxelles et en Wallonie ; deux partis formeront un gouvernement de droite en Flandre. C'est une démarche destructrice pour la Belgique. Mais je n'exclus pas des rebondissements.

Quels rebondissements ?

Je n'en sais rien. Mais je vois que la situation fédérale devient quasiment inextricable. Les partis qui ont provoqué cette situation, par un acte de folie, devront trouver les moyens de la débloquer, y compris au gouvernement bruxellois d'ailleurs. Nous avons été exclus du jeu, ce n'est pas à nous de prendre l'initiative pour résoudre les problèmes.

Le PS et le cdH assurent que leur alliance ne lie en rien le Fédéral et que rien n'oblige à instaurer des coalitions en miroir...

Lors de la campagne, Paul Magnette lui-même a déclaré au «Soir» (29 avril) que former d'abord les gouvernements régionaux équivaldrait à faire «un énorme cadeau aux séparatistes», à entrer dans leur schéma confédéral... Et regardez, voilà maintenant un gouvernement flamand qui se forme ! La priorité aux Régions est bien actée.

Le retour dans les majorités régionales était l'objectif de campagne du MR. L'échec ne risque-t-il pas de raviver vos tensions internes ?

Nous sommes les seuls à avoir procédé à une vraie élection interne (NDLR : avec Ecolo). Je n'ai pas été désigné en un quart d'heure par neuf personnes autour d'une tasse de café, comme Paul Magnette. Le MR est terriblement soudé. Plus encore depuis jeudi, avec ce qui a été vécu comme un acte d'agression. Nous sommes unis et déterminés. Le MR est un parti debout, nous représentons 700.000 électeurs. L'opposition ne me fait pas peur.

Ce vendredi matin au bureau politique, j'ai eu droit à une standing ovation. Nous avons gagné les élections. Si nous sommes maintenus dans l'opposition, ce n'est pas à cause de notre ligne politique – au contraire, nous gagnons – mais par la volonté cynique de trois autres partis de s'asseoir sur les résultats pour nous écarter. Cette décision irresponsable, prise sans doute dans un mouvement de panique, va leur coller longtemps à la peau.

Mais comment revenir un jour au pouvoir ? Pour vous, le cdH est-il définitivement arrimé au PS ou comptez-vous toujours sur lui pour des majorités alternatives à un moment donné ?

J'ai toujours affiché ma préférence pour un scrutin de type majoritaire, reconnaissez-moi cette cohérence. Nous recevons des appels d'électeurs et même de mandataires du cdH, qui nous font part de leur dégoût. L'arrivée de Benoît Lutgen avait suscité l'espoir d'un repositionnement au centre. Manifes-

tement, ce n'est pas le choix. Le cdH de Benoît Lutgen reste collé au PS. Dommage que le doute ne soit levé qu'après le 25 mai. Mais bon, Benoît Lutgen ne restera pas éternellement président du cdH...

Ne payez-vous pas aussi votre divorce d'avec le FDF, qui vous laisse avec plaisir dans l'opposition ?

Au lendemain des élections, on a soudain appris qu'Olivier Maingain et Didier Gosuin se sentaient plus proches du PS que du MR. Qu'est-ce qu'ils ont dû souffrir pendant 25 ans, en travaillant avec le MR qui avait pour vocation d'offrir une alternative à la domination du PS ! Le FDF s'est fait acheter pour quelques strapontins. Il renonce à une majorité francophone au parlement bruxellois et fait un revirement à 180° sur les règles de protection de minorité flamande de Bruxelles, règles qu'il avait toujours dénoncées.

Nous avons pris nos responsabilités, il y a trois ans, pour sortir le pays de la crise institutionnelle. Le FDF n'a pas eu ce courage politique et il a claqué la porte...

Attendez-vous plus de reconnaissance de la part du PS et du cdH, pour ce geste qui a permis à Elio Di Rupo de devenir Premier ministre ?

Non, je n'ai jamais attendu un geste de reconnaissance de sa part. Le pays était au bord du gouffre, le MR et le CD&V ont pris leurs responsabilités et nous ne le regrette-

rons pas.

Je reste néanmoins abasourdi par autant de cynisme de la part du parti socialiste et singulièrement du Premier ministre, qui décide de brûler le navire. Depuis le 25 mai, le CD&V temporisait sur la formation en Flandre pour donner une chance d'avancer d'abord vers une solution fédérale raisonnable. Et puis soudain, le parti qui avait bâti toute sa campagne sur le danger pré-séparatiste décide d'enclencher le compteur de la crise. Car nous sommes loin, aujourd'hui, de toute solution pour le gouvernement fédéral. Les francophones vont maintenant découvrir le vrai visage du Premier ministre...

Et tout cela pourquoi ? Pour le pouvoir. Nous verrons demain les disputes internes pour les portefeuilles ministériels. On a déjà assisté au match Demotte-Marcourt, Di Rupo entre dans la danse, Vervoort-Onkelinx se profilent. Nous allons assister à un régale sur le plan de l'imagerie politique.

EXPRESS

«Tout cela de la part d'un Premier ministre qui a mené une campagne personnelle sur le thème de la **stabilité du pays**. Quel cynisme!»

«Les partis qui ont provoqué cette situation, par un **acte de folie**, devront trouver les moyens de la débloquer.»

«**Le MR est plus uni et déterminé que jamais**. Ce vendredi au bureau politique, j'ai eu droit à une standing ovation.»

«Nous recevons des appels d'électeurs et même de mandataires du cdH, qui nous font part de leur **dégoût**.»

«**Olivier Maingain et Didier Gosuin** ont dû souffrir pendant 25 ans au MR alors qu'ils étaient plus proches du PS!»

«CEUX QUI ONT PROVOQUÉ CETTE SITUATION INEXTINGIBLE AU FÉDÉRAL DOIVENT MAINTENANT LA DÉBLOQUER»

Charles Michel,
Président du MR